

La problématique de la reconstruction d'une armée nationale dans les Etats ayant connu de graves crises intérieures n'est pas l'apanage du Liban. Aujourd'hui, elle rejoint le concept plus large de « Réforme du secteur de la sécurité » (RSS) et pose la question de la place et du rôle dans de nouvelles structures nationales d'anciens insurgés ou miliciens que l'on souhaite réintégrer dans les cadres de l'armée.

Or, le Liban constitue un véritable cas d'école puisque, entre 1958 et 1990, son armée a connu au moins quatre reconstructions successives, selon des formules différentes. Quelle place veut-on donner à « l'armée nouvelle » au sein de la nation ? Cette reconstruction peut-elle durablement être imposée et soutenue par les grandes puissances ? Que représente-t-elle pour les différentes communautés qui se sont longtemps affrontées ? Quelle est la part laissée au « multi-confessionnalisme » dans un processus visant à reconstituer une unité nationale mise à mal ? Une armée « fantôme » est-elle l'illustration d'un Etat « fantoche » ? Une autre posture que strictement défensive est-elle possible, sans brusquer telle ou telle composante ayant conservé des liens extérieurs forts avec un pays voisin ? Comment aborder les processus d'organisation des unités, de recrutement, de formation et de gestion du personnel, de rééquipement pour les matériels ? Telles sont quelques unes des questions que cette étude aborde, à travers l'analyse de cas concrets.

Le processus empirique qui s'est développé durant plus de cinquante ans au Liban peut utilement éclairer les efforts actuels sur d'autres territoires pour reconstruire une armée nationale, miroir d'une société disloquée.

Source : [CDEF](#)